



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'AUDE

**ARRETE PREFECTORAL N°2011119-0013**

***mettant en demeure la Société VALORIDEC de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0203 du 11 mars 2009 autorisant l'exploitation d'un centre de traitement, de tri et de valorisation de déchets du BTP sur le territoire de la commune de CASTELNAU D'AUDE au lieu-dit « Moulin de Cassagnes », en application de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.***

Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

VU le code de l'environnement et ses textes d'application,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0203 du 11 mars 2009 autorisant la Société VALORIDEC, à exploiter un centre de traitement, de tri et de valorisation des déchets du BTP sur le territoire de la commune de CASTELNAU D'AUDE,

VU l'inspection en date du 18 avril 2011, par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport en date du 28 avril 2011 de l'inspection des installations classées transmis à Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de la Région Languedoc-Roussillon,

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas correctement les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0203 du 11 mars 2009 susmentionné, notamment en ce qui concerne le respect des dispositions relatives à la constitution des stockages de déchets,

CONSIDERANT que dans ces conditions, il apparaît nécessaire conformément aux dispositions de l'article L 514-1 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la Société VALORIDEC de satisfaire aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0203 du 11 mars 2009 dans des délais déterminés.

## A R R E T E

### ARTICLE 1

La Société VALORIDEC dont le siège social est situé ZI Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE, est mis en demeure dans les meilleurs délais et au plus tard sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir et d'adresser à la DREAL un plan de circulation actualisé définissant les voies de circulation des usagers, les zones des différents stockages de déchets entreposés sur le site, ainsi que les zones de stockages des moyens d'exploitation (bennes, véhicules, etc....).
- de mettre en place à l'entrée du site un panneau de signalisation détaillé du plan de circulation susmentionné.
- de mettre en place à l'entrée du site de part et d'autre des voies passant sous les lignes électriques, des portiques qui interdisent la circulation d'un véhicule des usagers d'une hauteur supérieure à celle prévue par l'arrêté préfectoral.
- d'éliminer la totalité des stockages de déchets (gravats, déchets de bois, etc...) dont la hauteur dépasse le niveau de la route.

### ARTICLE 2

La Société VALORIDEC dont le siège social est situé ZI Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE est mis en demeure dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'éliminer la totalité des déchets en mélange non stockés sous filets destinés à éviter leurs envois.
- de définir et réaliser l'implantation des bassins de décantation des eaux de ruissellement du Centre.

### ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Montpellier :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 4**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon, Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée à la Société VALORIDEC dont le siège social est fixé ZI de Salvaza, rue Gustave Eiffel 11000 CARCASSONNE.

Carcassonne, le - 4 MAI 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Narbonne,



*Marie-Paule Bardèche*